



# Déclaration SNUipp-FSU

## CTSD 24 janvier 2019

Mme l'Inspectrice d'Académie,

Nous tenons à vous souhaiter, la bienvenue, au nom du SNUipp-FSU 28, à l'occasion de cette première instance formelle, dans notre département d'Eure-et-Loir. Vous avez déjà pu apprécier que ce département offrait beaucoup de contrastes et quoi de mieux que la carte scolaire pour commencer à en appréhender les subtilités.

Tout d'abord, les premières étapes de la carte scolaire ont déjà débuté et nous tenons à remercier vos services pour les documents qui ont déjà pu être transmis depuis les vacances de Noël. Par ailleurs, le lundi 14 janvier au matin, près de quarante écoles, représentées de façon diverses, sont venues exposer des nécessités d'ouverture ou les difficultés que posait la perspective d'une fermeture de classe. Cette modalité n'est pas un élément du folklore eurélien mais, à notre sens, un élément de dialogue indispensable, dont peuvent se saisir, ou pas, nos collègues, des parents, des élus.

Par ailleurs, dans le cadre de l'alerte sociale que nous avons posée, la négociation préalable a fait ressortir que, face à la diversité des territoires et des écoles, des signes forts seraient adressés afin de ne pas laisser à l'abandon certains territoires et démanteler certains fonctionnements.

Nous espérons que cela ne se fera pas dans un cadre trop contraint. Comment envoyer des signes suffisamment lisibles lorsque ceux-ci se bornent à des décisions à la marge ? Comment pourriez-vous laisser penser que des priorités ne peuvent se financer qu'aux dépens d'écoles connaissant elles-mêmes des difficultés ? Ces questions, nous continuons les porter à titre syndical, ceci est loin d'être une première, mais le contexte actuel a malheureusement fait la démonstration que les corps intermédiaires ont trop souvent été peu écoutés, en deçà des nécessités d'un fonctionnement harmonieux de la société, dont on retrouve les travers dans notre secteur.

La première de nos remarques portera sur une erreur d'appréciation de la situation à notre sens, du fait d'une foi inébranlable dans les outils.

La lecture des documents de travail et les réajustements justifiés des écoles depuis la mi-janvier nous amènent cette année encore à cette remarque, remarque que nous réitérons, espérant être enfin entendus cette année.

Depuis Base Elèves et maintenant Onde, on assiste à une dérive importante qui stigmatise les différentiels entre prévisions et constats. Nos collègues des écoles maternelle et primaire peinent à effectuer des prévisions sur des territoires dont les nouvelles familles se font de moins en moins connaître des municipalités. Par conséquent, les tables de naissance deviennent de plus en plus des indicateurs très approximatifs. Par ailleurs,

Avec le  
SNUipp-FSU,  
sortons  
la tête  
de l'eau.

Changeons  
l'école,



SNUipp FSU 28  
21 rue des Gdes P Couvertes  
28000 CHARTRES  
snu28@snuipp.fr  
02.37.21.15.32





Avec le  
SNUipp-FSU,  
sortons  
la tête  
de l'eau.

Changeons  
l'école,



SNUipp FSU 28  
21 rue des Gdes P Couvertes  
28000 CHARTRES  
snu28@snuipp.fr  
02.37.21.15.32



nombre de nos collègues effectuent une prévision a minima des effectifs alors même qu'ils savent que le nombre est très minoré. Difficulté également du côté des arrivées en cours de scolarité où un climat de suspicion ne doit pas avoir sa place.

L'Eure-et-Loir connaît des tendances lourdes de pertes d'élèves mais beaucoup de secteurs géographiques connaissent des baisses extrêmement lissées, voire des phénomènes de yo-yo, au gré des années, quand ce n'est pas au sein même de l'année scolaire. Aussi, les propositions de fermetures de classes sur des secteurs où les évolutions démographiques sont positives nous interrogent. Nous doutons fort que certains de ces territoires soient ciblés par des retraités avides du soleil d'Eure-et-Loir.

Ces affirmations ont été confirmées lors de la dernière carte scolaire, qui avait pourtant conservé une marge importante entre propositions de fermetures et fermetures réellement opérées, aussi ce sont une vingtaine de fermetures qui ont été annulées (sur 65 propositions), elles se situaient principalement en zone rurale.

La seconde remarque portera sur les priorités énoncées à grand renfort de médias et que la réalité des propositions de notre carte scolaire fait s'écrouler comme un château de cartes.

En effet, comment peut-on raisonnablement argumenter à la télé sur un renforcement des apprentissages premiers en alourdissant de façon considérable les effectifs de maternelle ou de cycle 2 d'écoles visées par les fermetures ? Je ne heurte personne en disant que l'école ne commence pas au CP. Certains territoires situés dans un rayon supérieur ou égal à 15km des agglomérations ont montré de façon très nette leur ressenti par rapport à une injustice sociale qu' ils ne peuvent plus admettre. Un coup de plus leur sera porté si l'on attaque les écoles de ces territoires.

Les dédoublements en CP et CE1 doivent aussi conduire à un respect des moyennes des autres niveaux de l'école et un fonctionnement de la direction qui actent ces spécificités.

La troisième remarque portera sur la dotation départementale.

Avec une dotation de 9 postes, notre département va continuer à afficher peu d'ambitions. Il est même à craindre que cette carte scolaire fasse apparaître des reculs. Nous en connaissons l'origine, une politique orientée vers les dédoublements qui ne se donne pas les moyens de ses ambitions et une dotation nulle pour notre académie, qui accueille sur son territoire, de nombreuses classes, en éducation prioritaire.

La baisse des effectifs ne peut se répercuter sur des écoles rurales qui, ne peuvent être ciblées, du fait d'un effet de seuil.

Nos territoires ruraux connaissent des difficultés, le prisme des moyennes pures pour réaliser la carte scolaire est un fantasme.

Les informations fournies par les écoles venues en délégation ont confirmé qu'un grand nombre d'écoles ont fait état de leurs besoins de prise en charge RASED : en E, en G et de prise en charge par le psychologue scolaire. Or il s'avère que les RASED sont, selon les secteurs, inexistantes, incomplets et dans tous les cas débordés. Il nous apparaît donc urgent de combler ce manque par un départ massif en formation CAPPEI, dans les



Avec le  
SNUipp-FSU,  
sortons  
la tête  
de l'eau.

Changeons

l'école,



SNUipp FSU 28  
21 rue des Gdes P Couvertes  
28000 CHARTRES  
snu28@snuipp.fr  
02.37.21.15.32



différentes options.

Concernant l'inclusion, la question se pose de la prise en compte des élèves relevant du dispositif ULIS ou du DAME, dans les effectifs de classe. Ceux-ci ne sont pas pris en compte, pour autant ils sont bien présents physiquement dans nos classes. Dans le même temps, les seuils employés ont peu évolué alors que les services appelés à travailler aux côtés des écoles et principalement en maternelle sont en situation de déliquescence. Ceci impacte donc l'exercice professionnel au quotidien de nos collègues. Vos seuils apparaissent donc en total décalage avec les nouvelles réalités des écoles.

Du côté du remplacement, l'horizon est bien sombre. Si cette année scolaire n'a pas connu encore de crise importante, certaines écoles qui ne comptent pas de sites isolés et un nombre suffisant de classes, quand elles connaissent le non remplacement, ont à faire face à un accueil important dans les classes restantes.

Toujours sur le volet du remplacement, la formation risque encore une fois de faire les frais d'un potentiel de remplaçants faible, une preuve de plus que la dotation de plus 9 est insuffisante.

La direction d'école ne doit pas non plus être ponctionnée, plusieurs écoles ont fait la demande d'un temps de décharge abondé. Pour certaines, ce temps existait déjà cette année. Rejeter ces demandes conduirait à fragiliser les écoles de façon dangereuse. Alors que la communication en direction des familles prend une part de plus en plus importante du côté du ministère, il serait insensé que l'échelon local de dialogue décline.

Enfin en conclusion, sur ce troisième point, le ciblage des fermetures va conduire à une proportion de fermetures en maternelle à hauteur de 1/3 des classes. Cette tendance nous alarme.

Nous profitons également de ce CT pour rappeler notre opposition aux modalités d'évaluation CP qui ont débuté récemment, elles dé-saisissent les équipes et le Ministère s'est encore une fois bouché les oreilles sur les critiques constructives portées à ces évaluations. Jusqu'à quand ce décalage sera-t-il tenable pour les professionnels que nous sommes ?

Nous pourrions formuler cette même remarque quant au manque d'écoute des propositions constructives relatives à la direction d'école, système articulé autour de son conseil des maîtres, richesse et spécificité dont le système français peut être fier.

Pour ces raisons, certains de nos collègues ont décidé de répondre à notre appel à se mobiliser durant la période de la carte scolaire.